

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 22 augustus 1948 (*) betreffende het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Aarlen zonder uitstel dient te worden opgeheven om een nieuw bijzonder reglement voor dat entrepot en de wijzigingen die aan dat reglement later worden aangebracht, te kunnen goedkeuren door een ministerieel besluit, overeenkomstig de ter zake geldende reglementering;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het koninklijk besluit van 22 augustus 1948 betreffende de goedkeuring van het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Aarlen wordt opgeheven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 april 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

N. 86 — 669

17 APRIL 1986. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Aarlen

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 20 februari 1978 (1) betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1979 (2) betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 april 1984 (3), inzonderheid op de artikelen 27 en 28;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 februari 1979 (2) betreffende de douane-entrepots, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de beslissing van de Bestuurscommissie van het openbaar entrepot te Aarlen, d.d. 23 mei 1985 en op de goedkeuring door de gemeenteraad van Aarlen, d.d. 27 juni 1985,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Aarlen wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1986.

Brussel, 17 april 1986.

M. EYSKENS

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté royal du 22 août 1948 (*) relatif à l'approbation du règlement spécial pour l'entrepôt public d'Arlon doit être abrogé sans retard afin que le nouveau règlement spécial pour ledit entrepôt et les modifications qui y seront apportées ultérieurement puissent être approuvés par arrêté ministériel, conformément à la réglementation qui régit cette matière;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'arrêté royal du 22 août 1948 relatif à l'approbation du règlement spécial pour l'entrepôt public d'Arlon est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 avril 1986.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

F. 86 — 669

**17 AVRIL 1986
Arrêté ministériel approuvant le règlement spécial de l'entrepôt public d'Arlon**

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 20 février 1978 (1) relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire;

Vu l'arrêté royal du 29 janvier 1979 (2) relatif aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, modifié par l'arrêté royal du 24 avril 1984 (3), notamment les articles 27 et 28;

Vu l'arrêté ministériel du 5 février 1979 (2) relatif aux entrepôts douaniers, notamment l'article 7;

Vu la délibération de la Commission administrative de l'entrepôt public d'Arlon, du 23 mai 1985, et l'approbation par le conseil communal d'Arlon, en date du 27 juin 1985,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement spécial de l'entrepôt public d'Arlon annexé au présent arrêté est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 1986.

Bruxelles, le 17 avril 1986.

M. EYSKENS

(*) *Belgisch Staatsblad* van 21 september 1948.

(1) *Belgisch Staatsblad* van 22 maart 1978.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 7 maart 1979.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 18 mei 1984.

(*) *Moniteur belge* du 21 septembre 1948.

(1) *Moniteur belge* du 22 mars 1978.

(2) *Moniteur belge* du 7 mars 1979.

(3) *Moniteur belge* du 18 mai 1984.

Annexe à l'arrêté ministériel du 17 avril 1986

Au cours de sa séance du 23 mai 1985, la Commission administrative de l'entrepôt public d'Arlon, a pris la délibération suivante :

« 1. Le règlement spécial de l'entrepôt public d'Arlon est fixé comme suit :

Règlement spécial de l'entrepôt public d'Arlon.

I. Introduction

Article 1er. Conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 5 février 1979 relatif aux entrepôts douaniers, la Commission administrative est compétente pour rédiger le règlement spécial de l'entrepôt public. Le règlement est soumis à l'approbation du Conseil communal et ensuite à l'approbation du Ministre des Finances.

II. Heures d'ouverture

Art. 2. Les heures d'ouverture de l'entrepôt public et du magasin spécial sont les mêmes que celles du bureau des douanes desservant l'entrepôt public.

Un extrait de l'arrêté ministériel relatif aux heures d'ouvertures des bureaux des douanes fait l'objet de l'annexe 1.

La Commission administrative a décidé que lorsque les heures d'ouverture du bureau des douanes sont modifiées par un arrêté ministériel, ces nouvelles heures d'ouverture sont automatiquement d'application pour l'entrepôt public et le magasin spécial, à partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif.

III. Mesures de police et d'ordre intérieur

Art. 3. La garde de l'entrepôt est exercée par l'administration des douanes et accises, conformément aux articles 4 et 19 de la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire et à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 5 février 1979.

Art. 4. Il n'est pas permis de pénétrer dans l'entrepôt ni d'en sortir sauf par les issues désignées à cet effet.

Nul ne peut y avoir accès, ne peut y séjourner hors des jours et heures fixés à l'article 2 sans autorisation écrite du receveur.

L'accès de l'entrepôt peut être interdit à toute personne qui n'y est pas appelée par ses affaires ou pour les besoins du service.

Art. 5. L'usage des quais de chargement et de déchargement attenants à l'entrepôt est réservé exclusivement aux colis devant encore être soumis à des formalités de la douane locale.

Les colis ne peuvent toutefois y séjourner que le temps strictement nécessaire pour l'accomplissement des formalités.

Ils doivent ensuite être enlevés aussi rapidement que possible.

Les déchets de toutes natures de marchandises, d'emballages, de bourrage, de calade, etc., doivent être enlevés aussi promptement que possible.

Art. 6. Les agents de la douane chargés ou non d'une mission de police d'entrepôt, pourront ordonner, suivant les directives du contrôleur en chef ou du receveur, toutes les mesures qu'ils estimeront nécessaires en matière de chargement, de déchargement, de déplacement ou d'évacuation des colis du quai de l'entrepôt.

Dans tous les cas, l'administration est dégagée de toute responsabilité à l'égard des colis se trouvant sur les quais ou aux autres lieux de chargement, de déchargement, etc.

Art. 7. Les ouvriers appelés par les communes à travailler dans l'entrepôt doivent être agréés par le directeur régional des douanes et accises. Cet agrément pourra être subordonné à la production d'un certificat de bonne conduite délivré par l'autorité locale.

Le directeur régional peut refuser l'agrément et le retirer à tout moment.

Art. 8. Les ouvriers appelés par le commerce à travailler dans l'entrepôt doivent, conformément à l'article 15 de la loi générale sur les douanes et accises, être agréés par le directeur régional.

Le directeur régional peut refuser l'agrément et le retirer à tout moment.

Le directeur régional peut interdire l'accès de l'entrepôt aux personnes condamnées du chef d'affaires intéressant l'entrepôt ou la législation douanière.

Art. 9. L'employeur ou son représentant doit remettre au receveur une déclaration par laquelle il se reconnaît formellement responsable des actes et délits commis dans l'entrepôt par ses ouvriers.

Par ailleurs, il doit remettre chaque jour au receveur une liste signée par lui indiquant le nom et le domicile des ouvriers.

L'employeur qui emploie habituellement les mêmes personnes dans l'entrepôt peut établir une même déclaration pour toute la durée de l'occupation de ces personnes dans l'entrepôt.

Les ouvriers sont tenus de porter ostensiblement pendant la durée des travaux un insigne identifiant leur employeur.

Art. 10. Dix minutes avant la cessation des travaux, les ouvriers sont avertis de la fermeture des magasins. A ce moment, les ouvriers quittent l'entrepôt.

Art. 11. Si la douane l'estime nécessaire, une visite corporelle peut être effectuée aux entrées, aux sorties ou durant les heures de travail.

Art. 12. Il est interdit de fumer ou de faire du feu dans l'enceinte ou dans les magasins de l'entrepôt.

Il est également interdit de pénétrer dans les magasins avec des produits propres à produire du feu.

Art. 13. Les magasins de l'entrepôt, de même que des aubettes réservées au personnel de surveillance, ne pourront être chauffés qu'électriquement.

Art. 14. Il est interdit d'utiliser à l'intérieur de l'entrepôt public des appareils électriques destinés à un usage privé, tels que cafetières électriques, etc.

Art. 15. Aucune futaille, bouteille ou autre contenant vide ne peut être introduit dans l'entrepôt sans autorisation préalable du receveur. Cette autorisation est seulement délivrée sur une demande formulée par écrit.

Art. 16. Les colis doivent être manipulés avec prudence de manière à prévenir les dommages tant au bâtiment qu'aux marchandises. En cas de dommage, l'administration des douanes et accises établit un procès-verbal à signer par le contrevenant.

Art. 17. Il est interdit de consommer dans l'entrepôt des boissons ou produits alimentaires, qu'ils se trouvent encore en douane ou sient déjà été dédouanés.

Art. 18. Les appareils pour la manutention des marchandises, les appareils de levage, de chargement, de déchargement, avec ou sans force motrice propre, ne peuvent être introduite dans l'entrepôt sans autorisation spéciale de l'administration communale et du receveur.

Ces appareils doivent être propulsés électriquement s'ils sont munis d'une force motrice propre et ne peuvent circuler dans les magasins ou sur les quais à une vitesse supérieure à 5 km/h ou d'une façon dangereuse.

Art. 19. L'administration communale peut mettre les appareils précités à la disposition des entrepositaires. Les conditions de leur utilisation sont affichées dans les locaux de l'entrepôt.

IV. Tarif des droits de magasin

Art. 20. La Commission administrative fixe les droits de magasin conformément à l'article 27 de l'arrêté royal du 29 janvier 1979. Ils doivent être fixés dans la limite des maxima déterminés par l'arrêté royal.

Art. 21. La Commission administrative a décidé d'appliquer les montants maxima fixés par l'arrêté royal. Ces montants sont repris à l'annexe 2.

Lorsque cet arrêté royal subit une modification, les nouveaux montants sont automatiquement d'application à compter du premier jour du mois après la date d'entrée en vigueur de la modification à cet arrêté.

Dans le cas de la non application éventuelle de la modification de l'arrêté royal, il faut une décision de la Commission administrative.

V. Dispositions particulières à l'application du droit de magasin spécial

Art. 22. Lorsque des marchandises ayant séjourné au magasin spécial sont transférées au magasin régi par le chapitre XII de la loi générale sur les douanes et accises, les droits de magasin suivants sont exigibles pour ces marchandises :

- 1° le droit de magasin spécial;
- 2° le droit de magasin normal, à compter de leur dépôt dans le magasin du chapitre XII.

Art. 23. Le droit de magasin spécial est applicable :

1° aux marchandises déclarées sur l'entrepôt public et pour lesquelles le receveur accorde la dispense d'emmagasinage lors de leur arrivée;

2° aux marchandises importées qui sont présentées à l'entrepôt en vue de leur renonciation au transit.

Art. 24. Les modalités pour la perception du droit de magasin spécial sont déterminées de commun accord entre l'administration communale et l'administration des douanes et accises.

Les modalités de perception sont portées à la connaissance du public par un avis affiché dans l'entrepôt.

Art. 25. Pour l'application du minimum par colis, prévu à l'annexe 2, 1° lettre a et 2° lettre a, ne sont pas considérés comme colis :

- 1° les articles en verre, faïence, porcelaine, etc., simplement entourés de paille, de papier ou d'un emballage de protection similaire;
- 2° les récipients non emballés d'une capacité maximale de 2,5 litres contenant des vins, boissons distillées, bières ou autres liquides;
- 3° toutes les marchandises pondéreuses, sans emballages (briques, dalles, plaques, barres ou tuyaux en métal, etc.).

Art. 26. Les colis groupés ainsi que les conteneurs sont comptés pour une unité.

Si les différents colis sont dégroupés ou enlevés des conteneurs à la demande de l'importateur, le droit minimum est applicable pour chaque colis isolément.

VI. Marchandises dont l'entrée en entrepôt est interdite

Art. 27. Conformément à l'article 8 de la loi du 20 février 1978, ne sont pas admis en entrepôt :

- 1° les animaux vivants;
- 2° les explosifs;
- 3° les marchandises prohibées tant à l'importation qu'au transit;
- 4° les marchandises dont la présence en entrepôt est susceptible d'altérer les autres marchandises;
- 5° les marchandises exclues par le règlement spécial de l'entrepôt.

Art. 28. Les marchandises qui sur base de l'article 27, 5°, sont exclues par le règlement spécial de l'entrepôt public sont désignées sur une liste rédigée par la commission administrative et affichées dans les locaux de l'entrepôt.

Il s'agit particulièrement des produits radioactifs, oxydants, comburants, mordants, corrosifs et toxiques ainsi que les marchandises inflammables exclues pour des raisons de sécurité contre l'incendie.

La liste précitée est soumise à l'approbation de l'administration communale et du directeur régional des douanes et accises.

VII. Minimum des quantités admises à l'entrée et à la sortie de l'entrepôt

Art. 29. L'entrée et la sortie de l'entrepôt peuvent s'opérer par toutes quantités, à moins que le Ministre des Finances ne fixe des quantités minimales conformément à l'article 21 de la loi du 20 février 1978.

VIII. Placement et arrimage des marchandises dans les magasins

Art. 30. Les marchandises sont placées à l'endroit désigné par le receveur; elles sont arrimées par espèce et séparément de la manière qu'il prescrira.

Art. 31. Les marques mentionnées sur les documents avec lesquels les marchandises sont introduites dans l'entrepôt doivent être reproduites sur l'emballage, à moins qu'une autorisation ne soit délivrée par le contrôleur en chef ou le receveur dans le cadre des manipulations usuelles.

Art. 32. Il est interdit de changer de quelque manière que ce soit la place ou l'arrimage des marchandises, sauf autorisation spéciale du receveur.

Les changements de place ou d'arrimage dans les magasins, nécessités par l'intérêt du service ou par d'autres motifs réels, ont lieu en présence de l'entrepositaire invité à y assister. Dans ce cas, les frais de ces opérations sont à charge de l'administration communale.

Art. 33. A la sortie de l'entrepôt, la totalité des marchandises, portée sur un même document, doit sans distinction de nature, être réunie pour la vérification à l'endroit prévu à cet effet ou à tout autre endroit jugé opportun par le service douanier de vérification.

Dans le cas où cette opération aurait lieu dans les magasins, les marchandises doivent être dégerbées et réunies de manière à en faciliter la reconnaissance.

Les colis dont la vérification est terminée sont laissés à la disposition des déclarants à l'endroit prévu à l'alinéa précédent.

Art. 34. Les colis vérifiés doivent être enlevés dès que possible et en tout cas au plus tard le surlendemain soir de la date du visa de vérification.

Art. 35. Lorsque la vérification est terminée, la responsabilité de l'administration est dérogée du chef de vol, de soustraction, d'avarie ou de tous autres dommages quelconques.

Art. 36. L'obligation d'enlèvement est également valable pour les restes et déchets de marchandises et emballages de toute sorte.

Art. 37. Dans le cas où les déclarants ne se conformeraient pas aux dispositions des articles 34 et 36, les manipulations seront effectuées d'office aux frais du déclarant, sans préjudice de l'amende fixée à l'article 58 du présent règlement.

Art. 38. Les colis dont la vérification est interrompue ou suspendue pour une cause quelconque, doivent être refermés et déposés dans un local désigné par le receveur.

Art. 39. Les colis vérifiés et non enlevés dans le délai prescrit à l'article 34 peuvent être placés dans un endroit spécial désigné par le receveur, aux risques et périls des déclarants et aux frais de ceux-ci.

Art. 40. Ces colis restent passibles des droits de magasin.

La responsabilité de l'administration à l'égard des marchandises reste dérogée comme prévu à l'article 35.

Art. 41. Les dispositions de l'article 40 s'appliquent également aux marchandises déposées dans le magasin spécial de l'entrepôt, alors qu'elles sont déclarées dans les quinze jours de leur arrivée sans toutefois être enlevées le surlendemain de la vérification comme mentionné à l'article 34.

Art. 42. Dès que les marchandises sont arrivées, l'entrepoteur appose, sur chaque partie distincte, des étiquettes conformes au modèle fixé par le Ministre des Finances.

L'obligation d'apposer ces étiquettes est réglée par l'article 19 de l'arrêté royal du 29 janvier 1979.

Art. 43. En cas de cession d'une partie des marchandises, le nouvel entrepoteur est tenu d'observer toutes les obligations susmentionnées.

IX. Levée des échantillons

Art. 44. En application de l'article 22 de l'arrêté royal du 29 janvier 1979, les échantillons ne peuvent être enlevés que sur présentation d'une déclaration en consommation et paiement des droits.

La déclaration et le paiement préalable de ces droits ne sont pas exigés s'il est remis un engagement de les acquitter ultérieurement. Un modèle de cet engagement est repris à l'annexe 3 du présent règlement spécial.

X. Manipulation des marchandises en entrepôt

Art. 45. Les marchandises déposées en entrepôt peuvent faire l'objet d'un changement d'emballage, d'un triage, d'un assortiment.

Sur base de l'article 8, § 1, de l'arrêté royal du 29 janvier 1979, elles peuvent également subir les manipulations usuelles, énumérées à l'annexe 4 du présent règlement spécial.

Art. 46. Conformément à l'article 8, § 2 de l'arrêté royal du 29 janvier 1979, les manipulations usuelles peuvent uniquement être effectuées après autorisation du receveur.

L'entrepoteur doit avertir le magasinier, avant de commencer toute manipulation.

Art. 47. Dans certains cas, le receveur peut exiger que les manipulations aient lieu en un endroit spécialement désigné.

Art. 48. Lors d'un changement d'emballage, les marques portées sur les emballages primitifs devront être reportées avec exactitude sur les emballages nouveaux.

Art. 49. Les emballages hors d'usage doivent immédiatement être enlevés. S'il n'y est pas procédé, ils seront soumis à un droit de magasin.

Art. 50. Aucun étalage de marchandises ne peut avoir lieu pour être exposées en vente publique.

Dans les autres cas, l'étalage ne peut avoir lieu que moyennant l'autorisation du receveur.

XI. Locaux réservés et emplacements réservés

Art. 51. Dans les magasins de l'entrepôt public, des locaux et des emplacements peuvent être mis à la disposition des entrepoteurs pour leurs besoins exclusifs.

Art. 52. L'attribution de ces locaux et emplacements, dénommés « locaux réservés » et « emplacements réservés » a lieu par l'administration communale, après consultation du receveur.

Les prescriptions de l'avis du receveur doivent être exécutées.

Art. 53. Le receveur peut prescrire entre autres :

a) que les locaux réservés et emplacements réservés soient délimités au moyen d'une clôture, etc.;

b) que les locaux et emplacements soient fermés par deux clefs dont l'une est conservée par la douane et l'autre par l'entrepoteur, afin qu'ils ne puissent y avoir séparément accès.

Art. 54. Dans chaque cas, sont fixés dans le contrat entre l'administration communale et l'entrepoteur les conditions et le coût de la disposition des locaux et emplacements.

Art. 55. L'entrepoteur qui cède à un tiers la totalité de ses marchandises entreposées, ne peut lui céder, en même temps, son local réservé ou son emplacement réservé qu'avec l'autorisation préalable de l'autorité communale, laquelle consulte le receveur.

Art. 56. Les dispositions du présent règlement sont également applicables aux locaux réservés et aux emplacements réservés.

XII. Dispositions générales

Art. 57. Les dispositions du présent règlement s'appliqueront également aux locaux qui seront agréés, en application de l'article 10 de la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, comme succursale d'entrepôt public.

Art. 58. Toute contravention à ce règlement spécial est punie, conformément à l'article 55, § 1, de la loi du 20 février 1978, d'une amende de cinq cents francs à quatre mille francs.

Annexe au règlement spécial de l'entrepôt public d'Arlon

Annexe 1. — Heures d'ouverture des bureaux des douanes
(voir art. 2 du règlement spécial)

Extrait de l'arrêté ministériel du 13 septembre 1982

Bureaux et succursales	Heures d'ouverture pour le trafic des marchandises (uniquement les jours ouvrables)
Arlon (DA)	du lundi au vendredi : de 8 à 12 et 13 à 17

Annexe 2. — Tarif des droits de magasin
(voir art. 21 du règlement spécial)

Le tarif des droits de magasin est fixé comme suit :

1^o Marchandises en provenance de pays tiers à la CEE arrivant à destination du magasin spécial de l'entrepôt public :

a) lorsqu'il y a déchargement total ou partiel dans les locaux.....	petits envois pouvant bénéficier en tant que tels de la franchise des droits et de la T.V.A.	exemption	pour le temps pendant lequel le dépôt dans le magasin spécial est autorisé
	autres envois :		
	par 100 kg poids brut.....	8 F	
	minimum par colis	8 F	
b) lorsqu'il y a déchargement total ou partiel sur le quai ou dans la cour.....	par 100 kg poids brut	5 F	
	par 1 000 kg poids brut.....	18 F, sans que le droit puisse dépasser 180 F	
c) lorsque, avec l'autorisation de la douane, il n'y a pas de déchargement	par wagon, camion ou remorque	180 F	
	minimum par wagon, camion ou remorque	81 F	

2^o Marchandises en provenance de la libre pratique des Etats membres de la C.E.E. arrivant à destination du magasin spécial de l'entrepôt public :

— le séjour des marchandises ne dépasse pas trois jours ouvrables (samedi, dimanche et jours fériés non compris) : exemption;

— le séjour des marchandises dépasse trois jours ouvrables :

a) lorsqu'il y a déchargement total ou partiel dans les locaux.....	petits envois pouvant bénéficier en tant que tels de la franchise des droits et de la T.V.A.	exemption	pour le temps pendant lequel le dépôt dans le magasin spécial est autorisé
	autres envois :		
	par 100 kg poids brut.....	8 F	
	minimum par colis	8 F	
b) lorsqu'il y a déchargement total ou partiel sur le quai ou dans la cour.....	par 100 kg poids brut	5 F	
	par 1 000 kg poids brut.....	18 F, sans que le droit puisse dépasser 180 F	
c) lorsque, avec l'autorisation de la douane, il n'y a pas de déchargement	par wagon, camion ou remorque	180 F	
	minimum par wagon, camion ou remorque	81 F	

3° Marchandises en provenance de pays tiers à la C.E.E. ou de la libre pratique des Etats membres de la C.E.E., déposées dans l'entrepôt public ou dans les succursales prévues à l'article 10 de la loi du 20 février 1978 :

a) lorsque le dépôt a lieu dans un local réservé ou sur un emplacement réservé	caves par mètre carré	35 F par mois
	rez-de-chaussée par mètre carré ...	58 F par mois
	étages par mètre carré	35 F par mois
b) dans les autres cas : tracteurs de toute espèce, automobiles pour le transport de personnes ou de marchandises, châssis d'automobiles, importés à l'état non emballé	par pièce	644 F par mois
autres marchandises	par 100 kg poids brut	22 F par mois

Annexe 3. — Engagement
(voir art. 44 du règlement spécial)

Engagement

Le soussigné
demande à pouvoir lever des échantillons de la partie de
déposée à l'entrepôt public de cette commune, suivant reconnaissance de réception n° du
importée de par

Il s'engage à acquitter les droits dus pour le
..... (date à fixer avec le receveur) sur la quantité enlevée dont lui ou son mandataire donnera reçu sur la présente après vérification des employés de la douane.

Il consent à ce que la partie de marchandise précitée soit tenue, au besoin, en garantie des montants dont il est redevable.

A, le
(signature)

Annexe 4. — Manipulations usuelles
(voir art. 45 du règlement spécial)

Liste des manipulations usuelles autorisées en entrepôt.

1. Examen, inventaire et échantillonnage.
2. Réparation à la suite d'avaries survenues au cours du transport ou du stockage, pour autant qu'il s'agisse d'opérations élémentaires.
3. Nettoyage.
4. Elimination de parties avariées.
5. Triage, tamisage, vannage, clarification mécanique, filtrage, dépotage, soutirage ou tout autre traitement simple similaire.
6. Apposition sur les marchandises elles-mêmes ou sur leurs emballages de marques, de cachets, d'étiquettes ou d'autres signes distinctifs similaires, à condition que cette apposition ne soit pas susceptible de conférer aux marchandises une origine apparente différente de leur origine réelle.
7. Modification des marques et numéros des colis, à condition que cette modification ne soit pas susceptible de conférer aux marchandises une origine apparente différente de leur origine réelle.
8. Emballage, déballage, changement d'emballage, réparation d'emballage, transvasement ou reconditionnement simple dans d'autres récipients.
9. Fixation des marchandises sur support pour leur conditionnement ou pour leur présentation.
10. Opérations simples d'assortiment et de classement.
11. Examen, essai et mise en l'état de marche de machines, appareils et véhicules, pour autant qu'il s'agisse d'opérations simples.
12. Mélange de marchandises autres que liqueurs, eaux-de-vie, vins et spiritueux, pour autant qu'il s'agisse d'opérations simples.
13. Mélange de liqueurs entre elles.
14. Mélange d'eaux-de-vie entre elles.
15. Coupage de vins et autres pratiques œnologiques courantes.
16. Dilution des spiritueux avec de l'eau en vue d'une réduction de leur titre alcoométrique.
17. Dessalage, nettoyage et crouponnage de peaux.
18. Cassage de légumes secs.
19. Division de marchandises, pour autant qu'il s'agisse d'opérations simples.
20. Toutes manipulations destinées à assurer la conservation en l'état des marchandises pendant leur stockage, telles que aération, séchage, même au moyen de chaleur artificielle, réfrigération et congélation, addition de moyens de conservation, fumigation et soufrage (traitement antiparasitaire), graissage, peinture antirouille, application d'une couche protectrice pour le transport.

2. La présente délibération entrera en vigueur après approbation par le Conseil communal et par le Ministre des Finances. »
Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 17 avril 1986.

Le Ministre des Finances,

M. EYSKENS

VERTALING

Bijlage bij het ministerieel besluit van 17 april 1986

Tijdens haar vergadering van 23 mei 1985, heeft de Bestuurscommissie van het Openbaar entrepot te Aarlen de volgende beslissing getroffen :

- 1. Het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Aarlen wordt vastgesteld als volgt :
Bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Aarlen.

I. Inleiding

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 7 van het ministerieel besluit van 5 februari 1979 betreffende de douane-entrepots, is de Bestuurscommissie bevoegd om het bijzonder reglement van het openbaar entrepot op te stellen. Het reglement wordt onderworpen aan de goedkeuring van de gemeenteraad en vervolgens aan de goedkeuring van de Minister van Financiën.

II. Openingsuren

Art. 2. De openingsuren van het openbaar entrepot en van het bijzonder magazijn zijn dezelfde als die van het douanekantoor. Een uittreksel van het ministerieel besluit betreffende de openingsuren van de douanekantoren is het voorwerp van bijlage 1. De Bestuurscommissie heeft beslist dat bij wijziging van de openingsuren van het douanekantoor door een ministerieel besluit, deze nieuwe openingsuren automatisch van toepassing zijn voor het openbaar entrepot en het bijzonder magazijn, vanaf de inwerkingtreding van het wijzigende besluit.

III. Politiemaatregelen en huishoudelijk reglement

Art. 3. De bewaking van het entrepot wordt uitgeoefend door de administratie der douane en accijnzen overeenkomstig artikelen 4 en 19 van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag en artikel 8 van het ministerieel besluit van 5 februari 1979.

Art. 4. Het is slechts toegelaten het entrepot binnen of buiten te gaan langs de daartoe aangewezen wegen.

Buiten de dagen en uren vastgesteld in artikel 2 mag niemand toegang hebben tot het entrepot, of er verblijven, behoudens schriftelijke machtiging van de ontvanger.

De toegang tot het entrepot kan verboden worden aan elke persoon die er niet werd onthoden of er niet strikt nodig is.

Art. 5. De aan het entrepot verbonden los- en laadkaai mag uitsluitend worden gebruikt voor colli die bij de plaatselijke douane nog aan formaliteiten moeten onderworpen worden.

De colli mogen daar slechts geplaatst worden gedurende de tijd die noodzakelijk is voor het afhandelen van de formaliteiten.

Daarna moeten ze zo spoedig mogelijk worden weggenomen.

Alle soorten afval van goederen, verpakkingen, opvulsel, stutten, enz., moeten zo spoedig mogelijk weggehaald worden.

Art. 6. De douaneambtenaren, ongeacht of zij al dan niet met een politieopdracht in het entrepot belast zijn, mogen volgens de richtlijnen van de hoofdcontroleur of de ontvanger, alle maatregelen treffen die zij nuttig achten in verband met het laden, lossen, verplaatsen en wegnemen van de colli op de kaai van het entrepot.

De administratie is niet aansprakelijk voor colli die zich op de kaai bevinden of op andere plaatsen, waar het lossen, laden, enz., gebeurt.

Art. 7. De werklieden die door de gemeente in het entrepot tewerkgesteld worden, moeten door de gewestelijke directeur der douane en accijnzen erkend worden. Deze erkenning kan afhankelijk gesteld worden van het overleggen van een getuigschrift van goed gedrag afgeleverd door de plaatselijke overheid.

De gewestelijke directeur kan deze erkenning weigeren en ze te allen tijde intrekken.

Art. 8. De werklieden die door de handel in het entrepot tewerkgesteld worden, moeten krachtens artikel 15 van de algemene wet inzake douane en accijnzen, door de gewestelijke directeur erkend zijn.

De gewestelijke directeur kan deze erkenning weigeren en ze te allen tijde intrekken.

De gewestelijke directeur kan de toegang tot het entrepot verbieden aan de personen die veroordeeld geweest zijn in verband met zaken die het entrepot of de douanewetgeving aangehen.

Art. 9. De werkgever of zijn gemachtigde moet aan de ontvanger een verklaring overhandigen waarbij hij zich uitdrukkelijk verantwoordelijk verklaart voor de daden en misdrijven die bedoelde werklieden in het entrepot zouden plegen.

Bovendien moet hij elke dag een door hem ondertekende lijst aan de ontvanger overhandigen met de naam en de woonplaats van de werklieden.

De werkgever die meesfel dezelfde personen in het entrepot tewerkstelt, kan een dergelijke verklaring opstellen voor de hele periode dat die personen in het entrepot tewerkgesteld zijn.

De werklieden moeten tijdens de duur van de werkzaamheden een duidelijk zichtbaar kenteken dragen van de werkgever die hen tewerkstelt.

Art. 10. Tien minuten vóór het einde van de werkzaamheden wordt een signaal gegeven om de werklieden te verwittigen dat de magazijnen gesloten worden. De werklieden moeten dan het entrepot verlaten.

Art. 11. Indien de douane het nodig acht, kan tot lijfsvisitatie besloten worden bij de ingangen, uitgangen of tijdens de werkzaamheden.

Art. 12. Het is verboden te roken of vuur te maken binnen de omheining van het entrepot of in de magazijnen van het entrepot.

Het is eveneens verboden de magazijnen binnen te gaan met voorwerpen die brand kunnen verwekken.

Art. 13. De magazijnen van het entrepot en de loodsjes van het bewakingspersoneel, mogen enkel elektrisch verwarmd worden.

Art. 14. Het is niet toegelaten elektrische toestellen voor privé-doeleinden, zoals koffiezetapparaten, enz., te gebruiken binnen het openbaar entrepot.

Art. 15. Ledige vaten, flessen of andere verpakkingen mogen zonder machtiging van de ontvanger niet in het entrepot binnengebracht worden. Die machtiging wordt slechts afgeleverd na schriftelijke aanvraag.

Art. 16. De colli moeten voorzichtig behandeld worden ten einde beschadiging aan gebouwen of goederen te voorkomen.

Indien er zich toch schade voordoet, zal de administratie de douane en accijnzen een proces-verbaal opmaken dat door de overtreder dient ondertekend te worden.

Art. 17. Het is verboden in de magazijnen van het entrepot dranken of voedingswaren, al dan niet onder douanestelsel, te verbruiken.

Art. 18. Toestellen voor het hanteren van goederen, hef-, laad- of lostoestellen, met of zonder eigen beweegkracht, mogen niet zonder speciale toelating van het gemeentebestuur, in overleg met de ontvanger, in het entrepot worden binnengebracht.

Deze toestellen moeten elektrisch worden aangedreven, indien met eigen beweegkracht en mogen in de magazijnen of op de kaaien slechts met een snelheid van maximum 5 km rijden en mogen niet op roekeloze wijze bestuurd worden.

Art. 19. Het gemeentebestuur kan hoger genoemde toestellen ter beschikking stellen van de entrepositarissen. De voorwaarden waaronder deze terbeschikkingstelling kan gebeuren, worden aangeplakt in de lokalen van het entrepot.

IV. Het tarief van de magazijnrechten

Art. 20. Overeenkomstig artikel 27 van het koninklijk besluit van 29 januari 1979 is de Bestuurscommissie bevoegd om de magazijnrechten vast te stellen.

Dit moet geschieden binnen de door het koninklijk besluit vastgestelde maxima.

Art. 21. De Bestuurscommissie heeft beslist de in het koninklijk besluit vermelde maximumtarieven toe te passen. Die tarieven zijn opgenomen in bijlage 2.

Bij wijziging van dit koninklijk besluit zijn automatisch de nieuwe maximumtarieven van toepassing, vanaf de datum van de inwerking-treding van de wijziging aan dit besluit.

Ingeval de wijziging van het koninklijk besluit eventueel niet wordt toegepast, is een beslissing van de Bestuurscommissie noodzake-lijk.

V. Speciale bepalingen voor de toepassing van het recht van het bijzonder magazijn

Art. 22. Wanneer goederen, die in het bijzonder magazijn verblijven, worden overgebracht naar een magazijn zoals bepaald in hoofd-stuk XII van de algemene wet inzake douane en accijnzen, zijn voor die goederen de volgende magazijnrechten verschuldigd :

1° het recht van het bijzonder magazijn;

2° het normale magazijnrecht, te rekenen vanaf het ogenblik van hun opslag in het magazijn van hoofdstuk XII.

Art. 23. Het recht van het bijzonder magazijn wordt eveneens geheven voor :

1° goederen aangegeven voor het openbaar entrepot, maar waarvoor de ontvanger, bij hun aankomst, vrijstelling van opslag verleent;

2° ingevoerde goederen welke in het openbaar entrepot worden vertoond met het oog op het afzien van de doorvoer.

Art. 24. De wijze van inning van het recht van het bijzonder magazijn wordt bepaald door het gemeentebestuur in overleg met de admi-nistratie der douane en accijnzen.

De wijze van inning wordt ter kennis gebracht van het publiek door het aanplakken van een bericht in het entrepot.

Art. 25. Voor de toepassing van het minimum per collo, bepaald in bijlage 2, 1°, letter a en 2°, letter a, zijn niet als colli aan te merken :

1° artikelen van glas, van faïence, van porselein, enz., enkel verpakt in stro, papier of dergelijke;

2° niet-verpakte recipiënten met een inhoudsvermogen van maximum 2,5 liter met wijn, gedistilleerde dranken, bier of andere vloeï-stoffen;

3° alle zware goederen, niet verpakt (bakstenen, vloertegels, platen, staven of buizen van metaal, enz.).

Art. 26. Gegroepede colli evenals containers worden als één eenheid gesteld.

Worden de verschillende colli op verzoek van de invoerder losgemaakt of uit de container genomen, dan is het minimumrecht eventueel toepasselijk voor ieder collo afzonderlijk.

Worden de verschillende colli op verzoek van de invoerder losgemaakt of uit de container genomen, dan is het minimumrecht eventueel toepasselijk voor ieder collo afzonderlijk.

VI. Goederen welke niet in het entrepot zijn toegelaten

Art. 27. Overeenkomstig artikel 8 van de wet van 20 februari 1978 zijn niet toegelaten in het openbaar entrepot :

1° levende dieren;

2° springstoffen;

3° goederen die zowel bij invoer als bij doorvoer verboden zijn;

4° goederen waarvan de aanwezigheid in entrepot andere goederen kan schaden;

5° goederen die verboden zijn door het bijzonder reglement van het entrepot.

Art. 28. De goederen welke op basis van artikel 27, 5°, verboden zijn door het bijzonder reglement van het openbaar entrepot, zijn vermeld op een lijst die is samengesteld door de Bestuurscommissie en aangeplakt in de lokalen van het entrepot.

Het betreft inzonderheid radioactieve, oxyderende, bijtende corroderende en toxische stoffen, evenals goederen die uitgesloten zijn van de brandverzekering wegens hun ontvlambaarheid.

Bedoelde lijst wordt onderworpen aan de goedkeuring van het gemeentebestuur en van de gewestelijke directeur der douane en accijnzen.

VII. Minimum toegelaten hoeveelheden bij inslag en bij uitslag uit het entrepot

Art. 29. De inslag in en de uitslag uit entrepot kan geschieden bij gelijk welke hoeveelheid, tenzij de Minister van Financiën minimum-hoeveelheden zou bepalen overeenkomstig artikel 21 van de wet van 20 februari 1978.

VIII. Het plaatsen en stuwen van goederen in de magazijnen

Art. 30. De goederen worden opgeslagen op de plaats aangeduid door de ontvanger; ze worden per soort en afzonderlijk gestuwd op de wijze die de ontvanger voorschrijft.

Art. 31. De merken die vermeld zijn op de documenten waarmee de goederen in het entrepot zijn binnengebracht, moeten op de verpakkingen bewaard worden, tenzij een machtiging verleend wordt door de hoofdcontroleur of de ontvanger, in het kader van de gebruikelijke behandelingen.

Art. 32. Het is verboden, op welke wijze ook, de plaats of de stuwing te veranderen, tenzij met schriftelijke toelating van de ontvanger.

De verandering van plaats of van stuwing in de magazijnen, nodig in het belang van de dienst of om een andere geldige reden, geschiedt in aanwezigheid van de entrepositaris die daartoe wordt uitgenodigd. In dit geval hebben de verrichtingen plaats op kosten van het gemeentebestuur.

Art. 33. Bij de uitslag uit entrepot moet de gehele partij goederen die op eenzelfde document vermeld is, ongeacht de aard van de goederen, voor de verificatie worden bijeengebracht op de daartoe voorziene plaats of eventueel op een andere plaats, indien de verificatie-dienst van de douane dat goedkeurt.

Ingeval deze verrichting plaats heeft in de magazijnen, moeten de goederen zo afgestapeld en bijeengebracht worden dat het nazicht gemakkelijk kan gebeuren.

De colli waarvan de certificatie beëindigd is, worden ter beschikking gesteld van de aangever op de hoger genoemde voorziene plaats.

Art. 34. De colli die geverifieerd zijn moeten zo spoedig mogelijk weggenomen worden en alleszins ten laatste de avond van de tweede dag volgend op de datum van het visum van verificatie.

Art. 35. Zodra de certificatie beëindigd is, kan de administratie geen enkel geval meer aansprakelijk gesteld worden voor diefstal, verduistering of beschadigingen van welke aard ook.

Art. 36. De verplichting van egneming geldt ook voor de resten en afval van goederen en verpakkingen van gelijk welke soort.

Art. 37. Ingeval de aangever zich niet houden aan de bepalingen van de artikelen 34 en 36, zullen de behandelingen ambtshalve uitgevoerd worden op kosten van de aangever, onverminderd de boete bepaald in artikel 58 van dit reglement.

Art. 38. De colli waarvan de certificatie om één of andere reden onderbroken of uitgesteld werd, moeten opnieuw worden gesloten en in een door de ontvanger aangeduid lokaal geplaatst worden.

Art. 39. De colli die geverifieerd zijn, maar niet weggenomen binnen de in artikel 34 voorgeschreven termijn, kunnen op risico en op kosten van de aangever neergezet worden op een speciale plaats, aangeduid door de ontvanger.

Art. 40. Die colli blijven onderworpen aan de magazijnrechten.

Zoals bepaald in artikel 35 is de administratie niet aansprakelijk voor de goederen.

Art. 41. De bepalingen van artikel 40 worden eveneens toegepast op de goederen in het bijzonder magazijn van het entrepot, die wel werden ingeklaard binnen de veertien dagen na hun aankomst, maar niet werden afgehaald de tweede dag na de verificatie zoals voorgeschreven in artikel 34.

Art. 42. Zodra de goederen gestuwd zijn, worden op iedere afzonderlijke partij door de entrepositaris etiketten aangebracht volgens het model vastgesteld door de Minister van Financiën.

De verplichting die etiketten aan te brengen wordt geregeld door artikel 19 van het koninklijk besluit van 29 januari 1979.

Art. 43. In geval van de overschrijving van de partij goederen dient de nieuwe entrepositaris al de hoger genoemde verplichtingen na te komen.

IX. Monsterneming

Art. 44. Op basis van artikel 22 van het koninklijk besluit van 29 januari 1979 mogen monsters slechts worden weggenomen na de overlegging van een aangifte ten verbruik en betaling van de rechten.

Voorafgaande aangiften en betaling van die rechten is evenwel niet vereist indien een verbintenis wordt overhandigd tot betaling achteraf. Een model van dergelijke verbintenis is opgenomen in bijlage 3 bij dit bijzonder reglement.

X. Behandeling van goederen in entrepot

Art. 45. De in entrepot opgeslagen goederen mogen van verpakking worden veranderd, gesorteerd en geassorteerd.

Op grondslag van artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit van 29 januari 1979 mogen zij de gebruikelijke behandelingen ondergaan die zijn opgesomd in bijlage 4 bij dit bijzonder reglement.

Art. 46. Overeenkomstig artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 29 januari 1979 mogen de gebruikelijke behandelingen slechts geschieden na machtiging van de ontvanger.

De entrepositaris moet de betrokken magazijnier verwittigen vooraleer de behandelingen aan te vangen.

Art. 47. In bepaalde gevallen kan de ontvanger eisen dat de behandelingen op een speciaal aangewezen plaats geschieden.

Art. 48. Bij verandering van verpakking moeten de op de nieuwe verpakking aangebracht worden.

Art. 49. De buiten gebruik gestelde verpakking moet onmiddellijk worden weggehaald, zoniet wordt ze aan magazijnrechten onderworpen.

Art. 50. Uitstalling van goederen met het oog op een openbare verkoop is verboden.

In andere gevallen mag uitstalling geschieden na machtiging van de ontvanger.

XI. Voorbehouden lokalen en emplacements

Art. 51. In de magazijnen van het openbaar entrepot kunnen lokalen en emplacements ter beschikking van de entrepositarissen worden gesteld waarvan zij alleen gebruik mogen maken.

Art. 52. De toewijzing van deze lokalen en emplacements, die aangeduid worden als « voorbehouden lokalen » en « voorbehouden emplacements », geschiedt door het gemeentebestuur; vooraf moet echter het advies van de ontvanger gevraagd worden.

De bepalingen van het advies van de ontvanger moeten worden uitgevoerd.

Art. 53. De ontvanger kan onder meer voorschrijven:

- a) dat de voorbehouden lokalen en emplacements moeten worden afgebakend door middel van een afsluiting, enz.;
- b) dat de voorbehouden lokalen en emplacements met twee sleutels moeten worden gesloten, waarvan de ene bewaard wordt door de douane en de andere door de entrepositaris, opdat beide partijen er niet afzonderlijk toegang zouden kunnen hebben.

Art. 54. In elk geval wordt in het contract tussen het gemeentebestuur en de entrepositaris de duur van de terbeschikkingstelling en de voorwaarden bepaald.

Art. 55. De entrepositaris die al zijn opgeslagen goederen aan een derde afstaat, kan hem tegelijkertijd zijn voorbehouden lokaal of emplacements slechts afstaan na voorafgaande machtiging van het gemeentebestuur; het gemeentebestuur vraagt het advies van de ontvanger hierover.

Art. 56. De bepalingen van dit reglement zijn eveneens toepasselijk op de voorbehouden lokalen en emplacements.

XII. Algemene bepalingen

Art. 57. De bepalingen van dit reglement zullen eveneens toepasselijk zijn op de gebouwen die als hulpinrichtingen van het openbaar entrepot zouden aangenomen worden krachtens artikel 10 van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag.

Art. 58. Elke overtreding van dit bijzonder reglement wordt overeenkomstig artikel 55, § 1, van de wet van 20 februari 1978, gestraft met een geldboete van vijfhonderd frank tot vierduizend frank.

Bijlagen bij het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Aarlen

Bijlage 1. — Openingsuren van de douanekantoren
(zie art. 2 van het bijzonder reglement)

Uittreksel uit het ministerieel besluit van 13 september 1982

Kantoren en hulpkantoren	Uren van openstelling voor het goederenverkeer (enkel op werkdagen)
Aarlen (DA)	maandag tot en met vrijdag : van 8 tot 12 uur en van 13 tot 17 uur

Bijlage 2. — Tarief der magazijnrechten
(zie art. 21 van het bijzonder reglement)

Het tarief der magazijnrechten is als volgt vastgesteld :

1° Goederen herkomstig uit derde landen t.o.v. de EEG welke ter bestemming van het bijzonder magazijn van het openbaar entrepot toekomen

a) wanneer geheel of gedeeltelijk in de lokalen wordt gelost	kleine zendingen die als zodanig vrijstelling van rechten en BTW genieten	vrijstelling	voor de tijd gedurende welke de opslag in het bijzonder magazijn geoorloofd is
	andere zendingen :		
	per 100 kg brutogewicht	8 F	
	minimum per collo	8 F	
b) wanneer geheel of gedeeltelijk op de loskade of de binnenplaats wordt gelost	per 100 kg brutogewicht	5 F	
	per 1 000 kg brutogewicht	18 F, zonder dat het recht per wagon, vrachtwagen, aanhangwagen of oplegger 180 F mag te boven gaan	
c) wanneer, met toelating van de douane, niet wordt gelost	minimum per wagon, vrachtwagen aanhangwagen of oplegger	81 F	

2° Goederen herkomstig uit het vrije verkeer in de Lid-Staten van de E.E.G. welke ter bestemming van het bijzonder magazijn van het openbaar entrepot toekomen :

— de duur van opslag van de goederen overschrijdt geen drie werkdagen (zaterdag, zondag en wettelijke feestdag niet inbegrepen) : vrijstelling;

— de duur van opslag van de goederen overschrijdt drie werkdagen :

a) wanneer geheel of gedeeltelijk in de lokalen wordt gelost	kleine zendingen die als zodanig vrijstelling van rechten en BTW genieten	vrijstelling	voor de tijd gedurende welke de opslag in het bijzonder magazijn geoorloofd is
	andere zendingen :		
	per 100 kg brutogewicht	8 F	
	minimum per collo	8 F	
b) wanneer geheel of gedeeltelijk op de loskade of de binnenplaats wordt gelost	per 100 kg brutogewicht	5 F	
	per 1 000 kg brutogewicht	18 F, zonder dat het recht per wagon, vrachtwagen, aanhangwagen of oplegger 180 F mag te boven gaan	
c) wanneer, met toelating van de douane, niet wordt gelost	minimum per wagon, vrachtwagen aanhangwagen of oplegger	81 F	

3° Goederen uit derde landen t.o.v. de E.E.G. of in het vrije verkeer in de Lid-Staten van de E.E.G., opgeslagen in het openbaar entrepot of in de hulpinrichtingen bedoeld in artikel 10 van de wet van 20 februari 1978 :

a) wanneer de goederen worden opgeslagen in een voorbehouden lokaal of op een voorbehouden emplacement.	kelders per vierkante meter	35 F per maand
	gelijkvloers per vierkante meter . . .	56 F per maand
	verdiepingen per vierkante meter . . .	35 F per maand
b) in de andere gevallen : tractors van alle soorten, automobielen voor personen- of goederenvervoer, chassis voor automobielen, onverpakt ingevoerd	per stuk	644 F per maand
overige goederen	per 100 kg brutogewicht	22 F per maand

Bijlage 3. — Verbintenis
(zie art. 44 van het bijzonder reglement)

Verbintenis

De ondergetekende
vraagt monsters te mogen nemen van de partij van
opgeslagen in het openbaar entrepot van deze stad, met ontvangstbewijs nr. van inge-
voerd uit door

Hij verbindt er zich toe de verschuldigde rechten op de weggenomen hoeveelheid te betalen vóór
(datum vast te stellen door de ontvanger). Na verificatie door de douaneambtenaren zal ondergetekende of zijn gemachtigde, op deze verbintenis voor ontvangst van de goederen tekenen.

Hij stemt erin toe dat de rest van de hierboven vermelde partij goederen, indien nodig, ingehouden wordt als waarborg voor de verschuldigde belastingen.

Te, de
(Handtekening)

Bijlage 4. — Toegelaten behandelingen
(zie art. 45 van het bijzonder reglement)

Lijst van de gebruikelijke behandelingen in het entrepot.

1. Het controleren, inventarissen en bemonsteren.
2. Het herstellen van schade die tijdens het vervoer of de opslag is ontstaan, voor zover het eenvoudige handelingen betreft.
3. Het schoonmaken.
4. Het verwijderen van beschadigde delen.
5. Het sorteren, zeven, wennen, mechanisch kleren, filteren, aftappen, overtappen of elke andere soortgelijke eenvoudige behandeling.
6. Het aanbrengen op de goederen zelf of op de verpakking daarvan, van merken, stempels, etiketten of andere soortgelijke herkenningstekens, op voorwaarde dat deze aanbrenging niet van die aard is dat de goederen daardoor ogenschijnlijk van andere oorsprong zijn dan in werkelijkheid het geval is.
7. Het wijzigen van de merken en de nummers van de colli, op voorwaarde dat deze wijziging niet van dien aard is dat de goederen daardoor ogenschijnlijk van andere oorsprong zijn dan in werkelijkheid het geval is.
8. Het verpakken, uitpakken, ompakken en repareren van verpakkingen en het weer in de vereiste toestand brengen door het eenvoudig overgieten of overbrengen in andere verpakkingen.
9. Het op steunen bevestigen van de goederen met het oog op hun verpakking of presentatie.
10. Het eenvoudig sorteren en rangschikken.
11. Het controleren, beproeven en bedrijfsklaar maken van machines, apparaten en voertuigen voor zover het eenvoudige handelingen betreft.
12. Het door elkaar mengen van andere goederen dan likeuren, brandewijnen, wijnen en sterke dranken, voor zover het eenvoudige handelingen betreft.
13. Het door elkaar mengen van likeuren.
14. Het door elkaar mengen van brandewijnen.
15. Het versnijden van wijn en andere gangbare cenologische praktijken.
16. Het verdunnen met water van sterke dranken ten einde hun alcoholgehalte te verlagen.

17. Het oitzouten, schoonmaken en crouponneren van huden.
18. Het breken van peulvruchten.
19. Het splitsen van goederen voor zover het eenvoudige behandelingen betreft.
20. Elke behandeling die dient ter verzekering van de bewaring in goede staat van de goederen tijdens hun opslag, zoals het luchten, drogen, ook met behulp van kunstmatige warmte, koelen en bevriezen, toevoegen van conserveringsmiddelen, roken en zwavelen (behandeling tegen parasieten), smeren en anti-roestbehandeling en het aanbrengen van een beschermende laag voor het vervoer.

2. Deze beslissing treedt in werking na goedkeuring door de gemeenteraad en door de Minister van Financiën. »

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 17 april 1986.

De Minister van Financiën,

M. EYSKENS

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 86 — 670

25 APRIL 1986. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 21, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 24 december 1963;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 165, § 1, 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 oktober 1967 en 16 mei 1980;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering uitgebracht op 6 januari 1986;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat een efficiënte werking van de Rijksadministratie maakt dat de bepalingen van dit besluit zo snel mogelijk in werking moeten treden en dat de toepassing van dit besluit een tijdige informatie van de betrokkenen noodzakelijk maakt;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 165, § 1, 1, b van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 oktober 1967 en 16 mei 1980, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« b. hij of zij alimentatiegeld heeft verkregen, hetzij bij rechterlijke beslissing, hetzij, ingeval van procedure tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed met onderlinge toestemming, bij notariële akte; »

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

† Gegeven te Brussel, 25 april 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 86 — 670

25 AVRIL 1986. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 21, alinéa 2, modifié par la loi du 24 décembre 1963;

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 165, § 1er, 1, modifié par les arrêtés royaux des 23 octobre 1967 et 16 mai 1980;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'avis du Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émis le 6 janvier 1986;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'un fonctionnement efficace de l'Administration de l'Etat nécessite que les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le plus vite possible et que l'application du présent arrêté implique une prompte information des intéressés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 165, § 1er, 1, b de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par les arrêtés royaux des 23 octobre 1967 et 16 mai 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« b. il a obtenu une pension alimentaire, soit par décision judiciaire, soit par acte notarié en cas de procédure de divorce ou de séparation de corps et de biens par consentement mutuel; »

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE